

mentation préconisée par les conservateurs pourrait vraiment se révéler très efficace si elle s'appliquait aux gens inscrits sur les feuilles de paie. Mais comment régir le revenu de ceux qui vivent de leurs honoraires? Comment empêcher une personne exerçant une profession libérale de recevoir un autre client? La chose est impossible, évidemment. Étant donné que la réglementation des salaires et des prix ne saurait s'appliquer efficacement à un secteur de la société alors qu'elle pourrait s'appliquer efficacement aux salaires, ce serait une mesure inéquitable à nos yeux; aussi sommes-nous d'avis qu'on ne saurait lutter contre l'inflation aux dépens des salariés.

Le système préconisé par les conservateurs exempterait également les agriculteurs et ne pourrait pas s'appliquer aux importations. Cela veut dire que les prix resteraient ce qu'ils sont, c'est-à-dire élevés, et que les revenus resteraient également à leur niveau actuel, qui est fort bas. Ce n'est pas cela la justice sociale. Les libéraux proposent quatre grandes méthodes pour combattre l'inflation. Premièrement, réduire ou supprimer les droits de douane sur les importations ou denrées essentielles; deuxièmement, donner aux agriculteurs, aux petites entreprises et aux petites industries les stimulants dont ils ont besoin pour produire davantage et plus efficacement.

Des voix: Oh, oh!

M. Caccia: Troisièmement, nous avons travaillé très dur, malgré les huées de l'opposition, pour fixer le prix du pétrole canadien plusieurs dollars en dessous du prix international. Nous avons imposé une taxe à l'exportation sur le pétrole, malgré les tollés de l'opposition, en vue de défrayer le pétrole importé par l'est du pays. Quatrièmement, nous avons de nouveau imposé dans ce budget une surtaxe de 10 p. 100 sur les profits réalisés par les sociétés entre mai dernier et avril prochain afin de déceler les profits excessifs.

Monsieur l'Orateur, dites-moi comment les mesures mesquines proposées par les conservateurs en vue de réduire les dépenses du gouvernement et d'établir une commission d'enquête sur l'assurance-chômage pourront combattre l'inflation comparées à la politique libérale. Je vous le demande. Si c'est tout ce que ceux d'en face ont pu trouver, ils manquent certainement d'imagination, monsieur l'Orateur.

J'aimerais profiter du peu de temps qui me reste pour parler brièvement de notre politique à l'égard de la main-d'œuvre et du chômage.

M. Oberle: Cela prendrait trop de temps.

M. Caccia: Le député a tout à fait raison, et cela prendrait surtout du temps à lui remettre les idées en place car, la semaine dernière, il cherchait à relier le problème des chômeurs avec les places d'avions inoccupées. Imaginez un peu!

● (2110)

Puis-je maintenant parler d'immigration. Je saisis cette occasion pour presser le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Andras) de ne pas céder à la tentation, évidente dans certains milieux, d'associer l'immigration au chômage.

Des voix: Bravo!

M. Caccia: Je ne crois pas à cette théorie. Aucune étude ne le prouve. Depuis mon arrivée au Canada il y a dix-neuf ans, je n'ai rien vu qui prouve que les immigrants prennent

Le budget—M. Caccia

les emplois des autres, ni qu'ils occupent les emplois qui reviendraient autrement à des autochtones. Tout indique que c'est le contraire qui se produit, c'est-à-dire que les immigrants occupent les emplois qui sont disponibles dans l'industrie de la construction, dans les mines, dans les usines, dans les restaurants et dans les hôtels, et que ces postes sont disponibles parce que les Canadiens ne veulent pas les occuper. Cette question a inspiré beaucoup de discours politiques au cours des dernières décennies.

Lorsque le Livre vert sera enfin publié, probablement un jour froid de janvier, j'espère que le ministre traitera cette question de l'immigration en elle-même. Il devrait demander aux Canadiens s'ils désirent des immigrants, quel genre d'immigrants et où, et ne pas associer l'immigration au niveau de chômage, à moins qu'il ne soit démontré qu'il existe un rapport entre les deux. Personnellement, je ne le crois pas.

Je crois que l'immigration a bien servi et continue de bien servir le Canada. En plus de combler les vides économiques, les immigrants sont devenus et continueront de devenir de nouveaux consommateurs qui stimuleront la production de biens nouveaux, comme les meubles, les vêtements, les appareils, et le reste. En moyenne, le nombre d'immigrants cherchant de l'emploi a varié de 60,000 à 92,000 pendant les dernières années pour lesquelles nous avons des statistiques, soit moins de un p. 100 de la main-d'œuvre active. En même temps, pendant le troisième trimestre de l'année en cours, 120,000 emplois restaient vacants au Canada. Je suppose que ce chiffre peut être interprété de bien des manières. Personnellement, je crois que ces faits indiquent deux choses: premièrement, des lacunes probables dans notre politique de recrutement à l'étranger; deuxièmement, des lacunes dans notre programme de formation de la main-d'œuvre. Somme toute, cela est compréhensible, dans la société post-industrielle changeante où nous vivons.

J'aimerais orienter ma pensée dans un sens plus large. Le temps approche rapidement, semble-t-il, où il nous faudra offrir aux gens un travail qui leur convient dans une société post-industrielle. Nos efforts des dernières décennies ont été utiles, mais nous approchons une nouvelle ère et nous allons avoir besoin de nouvelles méthodes pour traiter avec les hommes et les femmes de la population active à compter du moment où ils vont entrer sur le marché du travail et jusqu'à celui de leur retraite.

Notre régime d'entreprise privée a, bien entendu, permis plus que tout autre régime connu des normes de vie plus élevées pour plus de gens, cependant il a accusé et accuse encore une faiblesse qui lui est inhérente, celle de ne pouvoir réaliser le plein emploi. Et cela, en dépit des nombreux programmes de dépenses du gouvernement et des politiques mises en œuvre dans l'après-guerre à l'appui de ces programmes.

Un nombre croissant de personnes, dont je suis, croient que notre régime d'assurance-chômage devrait prendre une orientation plus positive. Mais, nous ne devrions pas nous engager dans la chasse aux sorcières que proposent les députés de l'opposition. Nous autres, du parti libéral, n'agissons pas de cette manière.

Des voix: Oh, oh!

M. Caccia: Nous devrions évaluer le régime et chercher des moyens de l'améliorer. Je vois l'avantage qu'il y aurait à donner au régime d'assurance-chômage une orientation plus positive. Il ne devrait pas être tout simplement un instrument qui réagit passivement aux cycles du chômage à des degrés divers que notre régime d'entreprise privée